



# Bulletin

N°753  
Mars 2020

UNION DÉPARTEMENTALE CGT ISÈRE



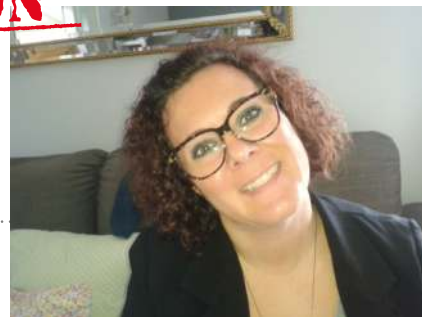
32 avenue de l'Europe - 38030 Grenoble cedex 2 - Tél. 04 76 09 65 54 - e-mail : [accueil@cgtisere.org](mailto:accueil@cgtisere.org) - site : [ud38.reference-syndicale.fr](http://ud38.reference-syndicale.fr)

## JOURNÉE INTERPROFESSIONNELLE DE GRÈVE ET DE MANIFESTATION

**MARDI  
31 MARS  
2020**

**10h à la gare SNCF  
de Grenoble**

ÉDITO



### Élections municipales : ces candidat·e·s qui avancent masqué·e·s !

Les élections municipales des 15 et 22 mars vont se tenir dans un contexte où depuis trois mois, un mouvement social historique perdure face au projet nocif de la retraite à points que veulent nous imposer le patronat et le gouvernement.

C'est avec une étude d'impact pipée et un débat en procédure accélérée que le gouvernement entend mener à marche forcée la mise en place de cette réforme systémique. Un «nouveau» modèle social promettant de reculer l'âge de départ à taux plein (âge d'équilibre) à 65 ans, de diminuer les pensions en fixant la prise en compte sur toute la carrière, en cédant au fond de pensions 70 milliards des 314 milliards dédiés aux retraites.

Alors que le gouvernement tente de museler les organisations syndicales, comme les représentant.e.s de l'Assemblée Nationale ou du Sénat, la CGT, aux côtés d'autres organisations, appelle à une nouvelle journée de grève et de manifestation le mardi 31 mars.

Dans ce contexte et à l'approche des élections municipales, l'apparition de nombreuses listes dites citoyennes interroge ! Ces listes sont bien le relai de la REM sur nos territoires et visent à s'inscrire dans le paysage sous une l'apparence « citoyenne ». Ces listes,

dont on y retrouve des soutiens du parti du président de la République, favorables aux thèses néolibérales avancent masquées avec un discours bien rodé emprunté à l'écologie, à la démocratie, au fameux «ni de gauche, ni de droite» ... mais réellement de droite.

Dans une autre logique, le RN (mais aussi d'autres organisations d'extrême-droite comme les Patriotes, Debout la France, l'UPR...) joue l'imposture sociale et tentent de récupérer la colère sociale actuelle en vue des présidentielles de 2022. **Ils militent pour un syndicalisme «moderne», entendez nationaliste**, tout en critiquant de façon virulente notre organisation en particulier sur les réseaux sociaux.

**Les valeurs de la CGT sont incompatibles avec l'idéologie d'extrême droite et nous ne lâcherons rien s'agissant de condamner les propos et actes antisémites, racistes, xénophobes, identitaires...** que ce soit dans nos manifestations, à l'entreprise, lors des campagnes électorales ou même dans nos rangs. Contrairement à l'opposition entre les peuples prônée par l'extrême droite, la CGT revendique **une autre mondialisation où les solidarités internationales priment en termes économiques, politiques et sociaux.**

Isabelle Peters  
Syndic du Conseil départemental

### SOMMAIRE

2-3

#### LUTTES

- Après le temps des forêts, la fin de l'ONF ?  
**SOCIÉTÉ**  
- Collectif CGT «nouvelles technologies : agir pour se réapproprié le travail»

4-5

#### VIE SYNDICALE

- Élections à la MSA - La réforme des retraites a pesé sur le scrutin  
- Congrès de l'Union locale de Bourgoin Jallieu  
- Eustache et Oslaid à l'écoute du monde

6-7

#### INTERNATIONAL

- Gagner sur l'enjeu des retraites en France, c'est être acteur d'un combat qui contribue à changer vraiment le monde !



Suivez-nous sur facebook :  
[www.facebook.com/CGT38/](http://www.facebook.com/CGT38/)



@cgt\_38\_Isere

**nouveau site internet :  
[ud38.reference-syndicale.fr](http://ud38.reference-syndicale.fr)**

#### Directeur de la publication :

Nicolas BENOIT  
Imprimé par nos soins

#### N° CPPAP

0221 S 05444  
I.S.S.N. 1154-6670  
Prix 2 euros



# Après le temps des forêts... la fin de l'

# ONF



Macron grand copain des chasseurs, bombardés «premiers écologistes de France», en échange de quelques milliers de voix ; c'était en 2017.

2019, la chasse continue...sur les fonctionnaires de l'ONF, chargés depuis plus de 150 ans de veiller sur un patrimoine commun, la forêt publique. Et cette chasse sportive, tellement appréciée à l'Elysée commence à sentir l'hallali pour la forêt publique telle que nous la connaissons.

Le gouvernement, par l'intermédiaire de son nouveau milicien Bertrand Munch, qui ne connaît de la forêt que de vieux souvenirs d'enfance ou quelques promenades, accélère la destruction, inexorable, de ce qui était jusqu'à peu un modèle envié de bien des pays, la gestion multifonctionnelle d'un espace pour tous, et surtout pour les générations futures.

Exit les fonctionnaires indépendants, traquant les délits des exploitants forestiers comme des pollueurs. Nos premiers de cordée prévoient de transformer l'établissement ONF en un Etablissement Public à caractère Industriel et Commercial «de droit commun» qui ferait que chaque fonctionnaire serait sur un siège éjectable, désormais détaché d'un ministère vers l'ONF.

Trop remuant, trop «rigide», allez hop monsieur ou madame repart à l'autre bout de la France et tant pis pour l'efficacité du travail comme pour sa famille. Quels privilégiés ces fonctionnaires !

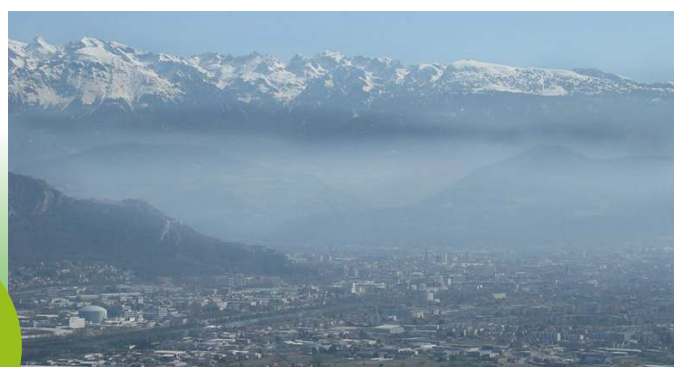
Les chefs de service zélés pourront demander à chaque fonctionnaire demandant un nouveau poste, de démissionner, d'abord car «vous comprenez, vous coûtez 20 % de plus qu'un droit privé !».

Nous retrouvons encore ce fameux «coût du travail», parfait pour dégraisser les travailleurs jusqu'aux os. Cela fait déjà quelque temps que le changement, c'est maintenant à l'ONF.

Exit le partage des richesses entre tous les «cantons», par la main distributive de l'état, selon les besoins. Désormais, c'est chaque «territoire» qui se finance, ou pas, sa politique forestière à grands coups de mécénat plus ou moins désintéressés. Fini les chantiers d'insertion, place aux circuits pédagogiques financés par TOTAL, meilleur représentant du développement durable.

Nous passons de «recevoir en fonction de ses besoins» à «pouvoir payer selon ses capacités financières»...Ça ne vous rappelle rien ?

Pendant ce temps, Mme Cattelot, députée marcheuse du nord vient d'être investie d'une mission par le premier ministre sur l'avenir de la filière forêt-bois.



Un énième rapport, à croire qu'ils n'ont pas lu le dernier (sur l'ONF), gros de 400 pages et datant de moins d'un an...Ah si quand même un peu puisque ce rapport prévoyait entre autres régressions, la fin des fonctionnaires à l'ONF.

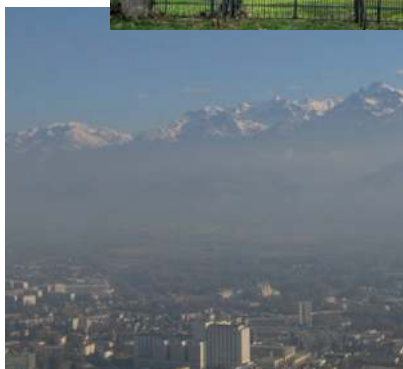
Madame Cattelot s'est émue sur Twitter de coupes rases en forêt publique de Mormal. Raison bassement électoraliste pour reverdir l'image d'un parti résolument anti-écologique, ballade du week-end en forêt entachée de changements dans le cadre paysager ? Sûrement un peu des deux. Une coupe de bois, ça semble l'avoir bien plus dérangée que les fermetures d'usines dans sa région.

Manants, veuillez cesser ces exploitations de bois qui salissent nos chemins, demain il suffira d'importer encore un peu plus de bois et produits dérivés du Brésil ou de Pologne !



Faisons des grandes forêts péri-urbaines des vitrines d'une écologie à l'anglo-saxonne, exclusive, avec comité de sites, gouvernance partagée, études d'impact dès qu'il s'agira de couper un arbre. L'attention des «usagers» (et non plus «du public») sera soigneusement attirée au travers de grandes opérations, là encore co-financées par tout ce qui a une image à reverdir.

Un peu plus loin de la ville, à l'abri des regards et derrière des clôtures (si si !!), les grandes forêts privées plantées en monoculture de résineux continueront d'être exploitées comme des champs de maïs par des travailleurs détachés payés au lance-pierre. Mais ces forêts appartiennent à de vrais gestionnaires, elles ! De nombreux noms à particules, des formes juridiques «optimisées», et de la défiscalisation à tour de bras sur des montants d'impôts suffisants pour nous envoyer toutes et tous en retraite à 60 ans...



La vraie forêt, elle, ne s'accorde pas du temps de Twitter et des échéances électorales. Elle peut donner un peu de sa richesse, gérée par des forestiers indépendants, bien mieux que soumise à des décisions politiques, qui auraient tôt fait de varier d'une mandature à l'autre. Seule cette indépendance peut aider à garder des massifs ouverts à tous, témoins d'une activité économique durable, et lieu d'actions pour faire face au péril du changement climatique.

Plus que jamais, il est temps que les personnels de l'ONF réagissent en masse et arrêtent de se faire tondre, avant d'être tranquillement dirigés vers l'abattoir.

Plus que jamais, un sursaut collectif doit s'emparer de toutes et de tous, et mettre fin à cette république en marche arrière, façonnée par et pour des personnes qui crèvent les plafonds de la Sécurité sociale.

Non au retour du féodalisme, que ce soit pour les forêts ou partout ailleurs !

Erick Salvatori - ONF CGT

## Collectif CGT «Nouvelles technologies : agir pour se réapproprier le travail»

SOCIÉTÉ

La technique n'est pas neutre, les outils portent en eux les objectifs qui sont poursuivis. Il est difficile de transformer un marteau en un tournevis !

Les nouvelles technologies peuvent permettre de concevoir des outils puissants pour mieux répondre aux besoins de la population, mais elles sont souvent synonymes de dégradation des conditions de travail, de perte de sens du travail...

**Un collectif CGT sur l'impact des nouvelles technologies sur le travail s'est mis en place au sein de l'UD CGT 38, avec des camarades de la santé, CPAM, Université, Métallurgie, services...**

L'objectif de ce collectif est de se rendre sur les lieux de travail, pour aider les syndicats à prendre en compte l'impact des nouvelles technologies sur leur travail et **à partir de leur travail, car les nouvelles technologies, c'est une question de démocratie au travail avant d'être une question de technologie.**

**Les services publics, secteurs sociaux et de santé sont particulièrement impactés par les nouvelles technologies :**

- ➔ **les organismes sociaux (CPAM, CAF,...)** où les outils informatiques sont conçus pour réduire au maximum l'accueil, et dégradent la relation entre les salarié.es et l'utilisateur.es ;
- ➔ **la santé** où il s'agit tout à la fois de dégager des marchés très lucratifs (robotisation, génomique...), réduire la masse salariale (automatiser au maximum), rendre le/la patient.e responsable de sa santé (médecine prédictive et assurances) ;
- ➔ **l'aide aux personnes ayant perdu de l'autonomie**, où les nouveaux outils permettent d'alerter sur les problèmes survenus à domicile (chutes...), mais exercent une pression accrue sur les salarié.es (temps d'intervention sous contrôle, géolocalisation...).

Si des questions de cet ordre se posent dans votre environnement professionnel et que vous souhaitez travailler syndicalement sur le sujet n'hésitez pas à nous contacter :

[nouvtechgt\\_contact@framalistes.org](mailto:nouvtechgt_contact@framalistes.org)

Emmanuelle Puissant  
Mariano Bona  
Collectif CGT

# LA RÉFORME DES RETRAITES A PESÉ SUR LE SCRUTIN

Après une intense campagne de recherche de candidatures, la CGT a pu déposer pour la 1<sup>ère</sup> fois une liste dans chacun des cantons de l'Isère, ramenés au nombre de 26 après la fusion des 4 cantons de Grenoble. Dans un contexte social de mobilisation contre le projet de réforme des retraites, les salariés de l'agriculture ont fait le choix de privilégier la CGT. Par rapport à 2015, avec 113 votes exprimés en moins, **la CGT gagne 85 voix passant de 24 à 28% alors que la CFDT en perd 193 passant de 62 à 57%**, la CFE-CGC parvenant à 15%. FO et CFTC étaient absentes de ce scrutin en Isère qui concernait plus de 15 300 salarié-e-s, avec un

taux de participation en recul de 3% à 19%.

**Ainsi, la CGT a obtenu 21 délégué-e-s élu-e-s sur un total de 81**, ce qui lui permet d'envisager à nouveau l'élection d'un administrateur sur les 4 attribués au collège «salariés» de l'Isère lors de l'Assemblée générale électorale qui aura lieu le 31 mars prochain à Montmélian (73) et qui réunira l'ensemble des délégué-e-s élu-e-s pour participer à ce vote.

Seuls cantons où nous n'avons pas d'élu-e : Chartreuse-Guiers, Echirolles, Fontaine-Vercors, le Grand Lemps et le Pont-de-Claix.

Voici les résultats pour les 21 autres :



INCITER LES FRANÇAIS À TRAVAILLER DE PLUS EN PLUS LONGTEMPS



Cantons	Délégué-e-s CGT élu-e-s
Bièvre	<b>Maurice Traynard</b> , Yoplait
Bourgoin-Jallieu	<b>Gérard Couilloud</b> , Crédit agricole
Charvieu-Chavagneux	<b>Sarah Deroussin</b> , Crédit agricole
Fontaine-Seyssinet	<b>Patrick Léo</b> , MSA
Grenoble Agglo	<b>Adrien Claude</b> , Espaces verts
Haut-Grésivaudan	<b>Patrick Pelle</b> , Production agricole
L'Isle-d'Abeau	<b>Laurent Manillier</b> , Contrôle laitier
Matheysine-Trièves	<b>Lionel Gaillard</b> , ONF
Meylan	<b>Jean-Claude Vadon</b> , Crédit agricole
Morestel	<b>Alain Bernachot</b> , Magasinier
Le Moyen Grésivaudan	<b>Salvatore Zangara</b> , Crédit agricole
Oisans-Romanche	<b>François Brugnot</b> , Espaces verts
Roussillon	<b>Stojan Petrovic</b> , Yoplait
Saint-Martin-d'Hères	<b>Daniel Delaville</b> , Crédit agricole
Le Sud Grésivaudan	<b>Caroline Fernandes</b> , production fromagère
La Tour-du-Pin	<b>Sylviane Page</b> , Crédit agricole
Tullins	<b>Patrice Bernard</b> , Crédit agricole
La Verpillière	<b>Thierry Clément-Lacroix</b> , Crédit agricole
Vienne-1	<b>Francisca d'Ambrosio</b> , Yoplait
Vienne-2	<b>Moulay Ghembaza</b> , Yoplait
	<b>Administrateur CGT sortant</b>
Voiron	<b>Roland Goduel</b> , Crédit agricole

Patrick Brochier  
Retraité de l'ONF

# Congrès de l'Union locale CGT de Bourgoin-Jallieu



Le vendredi 20 décembre, lors du 16<sup>ème</sup> congrès CGT de l'Union locale de Bourgoin-Jallieu, la feuille de route 2020-2022, a été présentée aux pères et mères Noël de l'UL et adoptée. Son objectif unique étant de **renforcer l'UL** en travaillant plusieurs axes. Voici son synthèse :

## Fonctionnement général de l'UL

Organiser les réunions de la Commission Exécutive et des commissions thématiques mensuelles.

- Planifier des permanences Indecosa à Bourgoin-Jallieu.
- Organiser le loto annuel.
- Organiser les manifestations et les différentes campagnes de tractage.
- Proposer des permanences juridiques.
- Désigner des délégués CGT (ex : Pôle Emploi, Mission Locale, les conseillers du salarié...)

## Renforcer l'implantation syndicale

Se mettre à disposition des syndiqués isolés ou en difficulté pour tracter devant les boîtes, parrainage (à définir en fonction des besoins des DS).

Etablir un plan de travail pour «visiter» une boîte par mois.

## Favoriser l'implication des syndiqués

Formation : gérer et organiser des formations

Education Populaire : 3 thèmes ont été définis pour 2020 : protection sociale, environnement et service public.

L'UD dispose de nombreux modules pour y contribuer : pièce de théâtre, conférence gesticulée...

## Créer du collectif interprofessionnel

Prioriser une bataille commune (en interUL, interpro) et la mener en collectif. Pour 2020, il s'agira des services publics.

## Communiquer / transmettre les idées de la CGT sans biais

Il s'agit de créer une commission transversale à toute l'UL. Elle est constituée de cinéastes/photographes/reporter présents sur chaque action.

Cette commission a en charge de gérer nos communications internet, visuelles, et l'édition d'un bulletin trimestriel (papier ou vidéo).

La CE de l'UL CGT  
Bourgoin Jallieu

## EUSTACHE ET OSLAID À L'ÉCOUTE DU MONDE



CETTE RIDICULE HISTOIRE EST MALHEUREUSEMENT VRAI !!!

# GAGNER SUR L'ENJEU DES RETRAITES EN FRANCE, C'EST ÊTRE ACTEUR D'UN COMBAT QUI CONTRIBUE À CHANGER VRAIMENT LE MONDE !

Le libéralisme au cours de ces dernières décennies ne perd à l'évidence que trop peu souvent.

Soit il gagne, soit il apprend. Et il a appris de la crise financière de 2008 ainsi que de la crise économique qui s'en est suivie.

Il en a tiré parti notamment pour amplifier et accélérer des réformes de retraites préconisées presque partout depuis le début des années 80.

**«Même si Macron ne veut pas, nous on est là !».**

Cet air entonné dans chacune de nos manifestations devient sous différentes formes, mots et latitudes «l'internationale» des combats sociaux qui se mènent aujourd'hui dans bon nombre de pays contre un système qui cultive l'inhumanité et la recherche effrénée de profits, comme nous cultivons nous inlassablement le champ d'un monde meilleur.

## Bien sûr...

Aujourd'hui 60% des emplois sont dans l'économie informelle (celle qui échappe à la réglementation, aux droits et à l'impôt) et cela n'aide pas...

**Bien sûr** la moitié de la population vit dans des pays qui ne reconnaissent pas le droit de constituer des syndicats, et la répression croît partout (ou presque) dans les pays où ce droit est reconnu.

**Bien sûr** être un militant syndical, c'est bien trop souvent (suivant les pays) risquer le blocage de son déroulement de carrière, c'est connaître la répression patronale, c'est risquer de perdre son travail, d'être emprisonné ou dans de trop nombreux pays, être par centaines et annuellement assassiné.

C'est bien dans ce monde-là, dans cette confrontation Capital/Travail là, que l'on vit, que l'on travaille et que l'on lutte.

## Bien sûr...

**Bien sûr** que l'Union Européenne a «suggéré» la feuille de route «Retraite» à un E. Macron qui s'est empressé de la faire vivre avec zèle, autoritarisme, impréparation et mensonges !

**Bien sûr** qu'en Grèce le plafond des retraites s'est effondré de 30% !

**Bien sûr la Suède** tant vantée, tant citée en exemple a vu ses pensions diminuer en 2010, 2011 et 2014. Aujourd'hui la retraite représente 53,4% du dernier salaire, et le taux de pauvreté des plus de 65 ans est de 14,6% (8,3% en France).

**Bien sûr** qu'en Allemagne (autre pays « modèle »), il faut attendre 45 annuités pour partir à taux plein. Allemagne où le taux de pauvreté est de 18,7% et pays où l'écart salarial entre les hommes et les femmes est le plus élevé des pays de l'OCDE.

**Bien sûr** qu'en Russie V. Poutine a lancé une réforme antisociale radicale repoussant l'âge de départ à la retraite à 65 ans.

**Bien sûr** qu'en Inde, seuls 8 % des travailleurs indiens ont un travail formel, encadré par un contrat de travail et bénéficient donc d'un droit à une pension de retraite. Mais, même pour cette minorité, la retraite est servie par capitalisation et dépend donc du bon vouloir et des montants du fonds de pension auquel verse le futur pensionné.

**Bien sûr** qu'au Japon le système de retraite est également par capitalisation. L'âge de départ officiel est actuellement de 65 ans mais il est question depuis plusieurs années de le faire passer à 70 ans. En cas de prise de retraite avant 65 ans, la pension est minorée. Le montant de la pension retraite est de 50% de la moyenne de la totalité des salaires perçus durant la carrière avec un minimum vieillesse équivalant à 400 €, ce qui est très faible comparativement au coût de la vie au Japon. Cela explique la raison pour laquelle on trouve énormément de personnes très âgées effectuant des petits boulots tout en étant en retraite. Bien sûr que tout cela est vrai, que tout cela existe.

## Mais...

**Mais** dans bien des pays européens, les citoyens, les travailleurs se mobilisent de nouveau et de plus en plus contre les conséquences de l'austérité inscrite au cœur des traités de l'Union Européenne. De plus en plus, nombreux ils refusent cet avenir individualiste où les systèmes de solidarité sont brisés un à un. Et contrairement à ce que le gouvernement français ânonne et macrone, les systèmes de retraites «à points» sont minoritaires en Europe. Le gouvernement nous presse de l'adopter sous prétexte de faire comme les autres pays européens. Mensonge ! En réalité, ce type de système est minoritaire (Allemagne, Croatie, Roumanie, Slovaquie).

**Mais** oui, il est possible de gagner ! **Mais** oui des évolutions sociales positives existent dans plusieurs pays européens ! **Mais** oui, une autre politique sociale est possible !

**En Belgique** où, par des grèves nombreuses et des manifestations massives (120 000 personnes à Bruxelles notamment), les syndicats belges sont parvenus à «mettre au frigo» un projet de retraite à points !

.../...

**En Espagne** où le salaire minimum va être progressivement rehaussé pour atteindre à la fin de la législature 60% du salaire moyen. Où les retraites seront de nouveau indexées sur l'inflation, ce qui n'était plus le cas depuis 2014, où l'impôt sur les revenus augmentera pour les contribuables les plus riches, gagnant plus de 130 000 euros par an.

**Au Luxembourg** où les salaires et les pensions ont augmenté de 2,5% en janvier 2020

**Au Pays-Bas** où la 2<sup>ème</sup> centrale syndicale hollandaise, la CNV, revendique la semaine de travail de 30 heures.

**En Finlande** où le gouvernement vient d'engager le chantier de la diminution du temps de travail, à contre-courant de ce qui se fait dans nombre de pays européens.

**En Italie** où 20 ans de contre-réformes ont éreinté le régime de retraites du pays qui était l'un des plus généreux et des plus efficaces d'Europe au début des années 90 : recul de l'âge de départ à 67 ans et baisse des pensions ont fait le lit des régimes par capitalisation. **Mais** la tendance depuis un an est à l'assouplissement des mesures antérieures. Et l'Italie est en train de prendre à contre-pied le projet porté par Emmanuel Macron et Edouard Philippe.

## En conclusion

A l'évidence, il y a nécessité et urgence à renforcer la dimension internationale de l'action, des revendications, des solidarités. Et de ce point de vue, en Isère nous CGT, ne partons pas de rien ! Et nous sommes de plus en plus nombreux à penser qu'effectivement l'interdépendance des situations et des problèmes est une évidence.

**«Que l'on traite des retraites, de la sous-traitance, du changement climatique, de l'impact de la digitalisation sur le travail et dans la société, ... Une part importante des solutions nécessite une approche et des mobilisations à l'échelle internationale. Chaque point marqué ou perdu à un endroit, l'est pour tout le monde. C'est par exemple ce qui explique la grande attention et l'énorme solidarité syndicale qui s'exprime à travers le monde sur le devenir des retraites en France. Alimenter la connaissance et la compréhension des travailleurs sur ce qui se passe dans le monde, c'est les armer pour être plus pertinent sur les revendications à défendre pour un monde meilleur»** (Bernard Thibault).

Jean-Jacques Guigon

Animateur de l'activité «Europe/International»  
Comité Régional Auvergne/Rhône-Alpes

**JOURNÉE  
INTERPRO  
DE GRÈVE  
ET DE  
MANIFESTATION**

**MARDI  
31 MARS  
2020**

**10h à la gare SNCF  
de Grenoble**

## agenda cgt 2020

✓ **8 MARS** journée internationale de lutte pour les droits des femmes  
manifestation 14h lieu de départ à définir

✓ **1<sup>ER</sup> MAI : FÊTE DU TRAVAIL**

✓ **Congrès UL de Grenoble**  
4 et 5 juin

✓ **TOUR DE FRANCE  
EN ISÈRE**  
du 13 au 15 Juillet

✓ **ÉLECTIONS dans les TPE**  
Novembre - Décembre 2020



## ORGANISATIONS SYNDICALES

**J'ai le pouvoir  
de protéger  
mon activité  
syndicale.**



**Ce qui est essentiel pour nous à la Macif,  
depuis plus de 30 ans, c'est de protéger  
l'activité syndicale de nos partenaires.**

**Être syndicaliste, aujourd'hui plus que jamais,  
c'est un engagement de tous les instants.**  
C'est pourquoi, lorsque vous choisissez de défendre  
les intérêts des salariés, la Macif est à vos côtés  
pour soutenir et sécuriser votre action militante.

**Contactez-nous : [partenariat@macif.fr](mailto:partenariat@macif.fr)**

Assurances  
Banque  
Santé  
**Essentiel pour moi**



Les garanties et prestations sont accordées dans les conditions et limites des contrats souscrits.

MACIF - MUTUELLE ASSURANCE DES COMMERÇANTS ET INDUSTRIELS DE FRANCE ET DES CADRES ET SALARIÉS DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE. Société d'assurance mutuelle à cotisations variables. Entreprise régie par le Code des assurances. Siège social : 2 et 4, rue de Pied-de-Fond 79000 Niort. Intermédiaire en opérations de Banque et en services de paiement pour le compte exclusif de Socram Banque. N° ORIAS 13005670 ([www.orias.fr](http://www.orias.fr)).